



**HAL**  
open science

## **Marseille, capitale du crime ? Le récit du crime dans les discours politico-médiatiques**

Laurent Mucchielli

► **To cite this version:**

Laurent Mucchielli. Marseille, capitale du crime ? Le récit du crime dans les discours politico-médiatiques. Le récit de crime. Retour sur un séminaire universitaire en milieu carcéral, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2016, 9782731410426. <hal-01631137>

**HAL Id: hal-01631137**

**<https://hal.science/hal-01631137v1>**

Submitted on 21 Mar 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# Marseille, capitale du crime

Laurent Mucchielli

Aix Marseille Univ, CNRS, LAMES, Aix-en-Provence, France



Laboratoire méditerranéen de sociologie  
UMR 7305 - Aix Marseille Université - CNRS  
Maison méditerranéenne des sciences de l'homme  
5 rue du Château de l'Horloge, BP 647  
13094 Aix-en-Provence  
<http://lames.cnrs.fr>

# Marseille, capitale du crime ?

## Le récit du crime dans les discours politico-médiatiques

Laurent Mucchielli <sup>1</sup>

### *Quelques anecdotes personnelles en guise d'introduction*

En 2010, lorsque je suis revenu m'installer dans la région après un long parcours en région parisienne, beaucoup d'anciens comme de nouveaux collègues m'ont dit sur un ton plus ou moins badin : « *Tu travailles sur la délinquance, à Marseille tu auras de quoi faire !* ».

Recevant en 2012 une étudiante parisienne qui venait faire un stage dans mon laboratoire, j'eus la surprise de la voir, à la fin de notre entretien, s'excuser de devoir prendre au téléphone ses parents qui l'appelaient pour savoir s'il ne lui était rien arrivé.

En 2014, dans un cours que je donne en Master à l'Université d'Aix-Marseille, j'ai commencé celui que je consacre au cas marseillais en interrogeant les étudiants de façon très informelle sur l'idée qu'ils avaient du sujet *a priori*. Il y avait là une nouvelle étudiante italienne fraîchement débarquée. A ma question « Avez-vous déjà entendu parler de la criminalité à Marseille dans votre pays et comment vous la représentez-vous ? », un peu gênée, elle finit par répondre « *On dit que Marseille, c'est le Bronx* ».

En 2015, lors de la soutenance de mémoire d'une autre étudiante de Master, cette dernière rapportât qu'une de ses amies, lyonnaise, qui avait relu son travail, s'était déclarée *a priori* particulièrement intéressée pour apprendre des choses sur la ville de Marseille qu'elle avait affublé à cette occasion du qualificatif de « *petit Afghanistan français* ».

---

<sup>1</sup> Directeur de recherche au CNRS, Laboratoire Méditerranéen de Sociologie (UMR 7305, CNRS & Aix-Marseille Université), directeur de l'Observatoire Régional de la Délinquance et des Contextes Sociaux (ORDCS) en région PACA.

Ces anecdotes - que l'on pourrait multiplier à l'envie en puisant cette fois dans des entretiens et des observations réalisés au fil des recherches auprès de différentes catégories de professionnels<sup>2</sup> - confirment ce que les lectures historiques et sociologiques permettent déjà de subodorer : travailler sur Marseille, c'est étudier tout autant un ensemble de réalités qu'un ensemble de représentations, un imaginaire collectif du crime, plus précisément un imaginaire collectif d'une criminalité qui serait typiquement marseillaise. Le thème de ce livre offre ainsi l'occasion d'étudier la construction du récit criminel marseillais. Je m'appuierai pour cela sur mes propres travaux (Mucchielli, 2013, 2014, 2015 ; Mucchielli, Raquet, 2014 ; Mucchielli, Raquet, Saladino, Raffin, 2014) mais aussi sur le mémoire de Master recherche en sciences criminelles de Pamela Fréau que j'ai dirigé en 2015-2015 et orienté précisément sur la question de la représentation médiatique de la criminalité à Marseille (Fréau, 2015). Les données statistiques mobilisées dans la deuxième partie dans ce texte en sont issues.

Dans un premier temps, je reviendrai sur la longue histoire de l'imaginaire collectif faisant de Marseille la capitale du crime français. Puis j'analyserai en détail la nouvelle séquence d'activation de cet imaginaire que nous venons de vivre (les années 2010-2013). Enfin, j'étudierai quelques uns des mécanismes de cette construction et de cette mise en scène politiques et médiatiques de l'insécurité sur le territoire marseillais.

## **I. Les racines historiques d'un puissant imaginaire collectif**

Le Bronx, l'Afghanistan... Ces associations suggèrent l'idée qu'avec Marseille, nous serions confrontés à une exception française et même à un territoire plus étranger que français. Au regard de l'histoire du 20ème siècle, ceci n'est pourtant pas une surprise. C'est en effet dès l'entre-deux-guerres que surgit dans l'imaginaire collectif français cette représentation longtemps incarnée par l'association de Marseille avec un autre territoire étranger : Chicago. Et nous verrons que cette association s'appuie sur des structures imaginaires plus anciennes encore.

---

<sup>2</sup> Pour en donner un exemple récent (entretien du 16 octobre 2015), voici le Procureur de la République de Marseille nous confessant que, lorsqu'il a annoncé à ses anciens collègues qu'il prenait le poste que la Chancellerie lui proposait à Marseille, « on m'a dit : 'tu es malade d'accepter Marseille !' ». Et son adjoint, présent le même jour, d'ajouter : « moi ils m'ont dit : 'tu vas à Marseille ? Tu veux te faire tuer ?' ». Le jour même, le quotidien régional *La Provence* titrait « Les Bouches-du-Rhône capitale française du crime », le journal étant posé sur la table où s'est déroulé l'entretien dès notre arrivée. Pour l'anecdote, le titre de l'article ne correspond pas exactement au contenu, il noircit volontairement le tableau pour choquer le lecteur, illustrant le double jeu typique des médias locaux par rapport à la stigmatisation de la région marseillaise (voir à ce sujet Mucchielli, 2015).

### ***1.1. Marseille-Chicago : naissance d'un stéréotype***

L'association Marseille-Chicago émerge à la toute fin des années 1920, dans la presse à sensation comme le magazine *Déetective*, spécialisé dans les faits divers criminels (Montel, 2014). En effet, cette presse ne se limite pas à l'hexagone, elle relate aussi des affaires étrangères telles que la guerre des gangs qui sévit à Chicago depuis la prohibition de l'alcool par le gouvernement fédéral américain en 1923. La chose est si connue que, en 1929, Georges Simenon publie *Les bandits de Chicago* d'où émerge notamment la figure d'Al Capone, bientôt célèbre un peu partout dans le monde. A la presse et à la littérature s'ajoute enfin le cinéma. L'un des genres préférés du premier cinéma hollywoodien, à partir de 1930, est en effet le film de gangster, le plus connu étant *Scarface*, réalisé en 1932 par Howard Hawks (cinquante ans avant le *remake* à grand succès de Francis Ford Coppola)<sup>3</sup>.

Toutefois, au début des années 1930, les premières transpositions de Chicago en France concernent la région parisienne et ses faits divers criminels (Montel, 2014, 11-12). Ce n'est qu'en 1934 que la comparaison se tourne vers le Midi et consacre progressivement Marseille comme capitale française du crime. La grande criminalité prend en effet une nouvelle dimension en associant violence, trafics et corruption, dans le sillage de l'affaire Stavisky. Or, au même moment, la presse locale et bientôt nationale relatent la montée en puissance de deux gangsters italo-corses au sein du Milieu marseillais, Carbone et Spirito, ainsi que la protection politique dont ils bénéficient de la part de Simon Sabiani, alors député et 1er adjoint de la ville de Marseille (Mucchielli, 2014). La même année, la mort du Roi de Yougoslavie et du ministre français des Affaires étrangères dans un attentat à Marseille achève de détourner les regards de la région parisienne pour les braquer sur la cité phocéenne. Marseille est désormais le Chicago français. Un an plus tard, en avril 1935, cette représentation connaît sa première consécration cinématographique par le biais du film de Maurice Tourneur, *Justin de Marseille*. Le film tourne autour de l'affrontement entre groupes délinquants pour s'approprier une cargaison d'opium arrivée au port. Un des dialogues du film résume le dilemme marseillais, ainsi que Laurence Montel (2008) l'a bien analysé dans sa thèse : « la caméra de Maurice Tourneur embrasse le Vieux port et la foule qui l'anime, avant de s'arrêter sur un reporter parisien fraîchement débarqué (...). Il s'enquiert auprès du premier brave Marseillais venu des mystères de sa belle ville. 'Mais Marseille, c'est un port', répond l'homme à l'accent chantant, 'et dans un port y'a de tout, des vierges, des travailleurs,

---

<sup>3</sup> « Scarface » (en français « le balafre ») était le surnom d'Al Capone.

*des bandits, des pères de famille, des maquereaux et tutti quanti*'. Le journaliste acquiesce en bafouillant : il n'en doute pas... '*Vous n'en doutez pas, ouais*', réplique son interlocuteur, '*seulement ce que vous venez tous chercher ici, c'est Chicago*' ».

Nous voilà désormais renseignés sur l'origine de cette représentation et l'on n'est plus étonné de la voir resurgir de nos jours aussi bien au café du commerce que dans l'interview d'« experts » médiatiques <sup>4</sup>. Toutefois, la plupart des commentateurs ignorent que le « Marseille-Chicago » peut être considéré comme une actualisation d'un imaginaire collectif bien plus profond et ancien encore.

### ***1.2. La Provence, terre de brutes ?***

Est-ce parce que la Provence - comme la Bretagne - bénéficia depuis Louis XI d'une relative autonomie juridique et fiscale qu'on la considérait déjà sous l'Ancien régime comme un endroit à part ? Est-ce parce que la population se montra souvent rebelle à l'autorité royale au point que Louis XIV, le « roi soleil », y fit ériger en 1660 le fort Saint-Nicolas pour surveiller une ville en proie à des émeutes régulières ? Toujours est-il que dans la littérature de l'Ancien Régime (notamment la littérature de voyage), la région se trouvait déjà prise dans une représentation duale la décrivant d'un côté comme « une terre bénie des dieux par son climat », de l'autre comme un territoire habité par des gens impulsifs, incontrôlables et brutaux (Merle, 1990). Souvenons-nous également que le grand Montesquieu s'en était fait lui-même l'écho dans son magnum opus *De l'esprit des lois* (1748). Insistant partout sur l'influence du climat, il y écrivait en effet dans le livre 14 (chapitre 2) : « *Vous trouverez dans les climats du Nord des peuples qui ont peu de vices, assez de vertu, beaucoup de sincérité et de franchise. Approchez des pays du Midi, vous croirez vous éloigner de la morale même ; des passions plus vives multiplieront les crimes ; chacun cherchera à prendre sur les autres tous les avantages qui peuvent favoriser ces mêmes passions* ».

Cet imaginaire appartient-il définitivement au passé d'une civilisation disparue ? On peut en douter lorsque l'on constate que ni la révolution industrielle ni la Révolution française n'y ont mis un terme (Boura, 1998 ; Témime, 1999 ; Regnard, 2012). Enfin, remarquons que, 260 ans après Montesquieu, le film *Bienvenue chez les Ch'tis* (sorti en 2008) est encore presque entièrement structuré autour de ces représentations géographico-psychologiques. Et il n'est

---

<sup>4</sup> Ainsi cette interview d'Alain Bauer : « Une criminalité de type Chicago », *Var Matin*, 29 août 2011.

pas anodin de noter que, avec 20,5 millions d'entrées, il s'agit du plus grand succès de l'histoire du cinéma français.

Devant le constat de la puissance et de l'ancienneté de cet imaginaire et des stéréotypes qui en découlent, force est de faire l'hypothèse que la séquence des années 1930 n'en était qu'une actualisation prenant prétexte des réalités du moment. Et force est, du même coup, de faire l'hypothèse que la séquence que nous venons de vivre constitue un nouvel épisode de ce vieux roman criminel.

## II. Le nouvel épisode d'un vieux roman criminel : la séquence 2010-2013

- « Marseille : la dangereuse banalisation du fusil d'assaut » (*La Provence*, 13 novembre 2010)
- « "Il y a plus de kalachnikov à Marseille qu'à Kaboul", selon le syndicat Alliance »  
(*La Provence*, 24 août 2011)
- « Marseille : une semaine à feu et à sang » (*La Provence*, 4 décembre 2011)
- « Meurtres à Marseille: la cité phocéenne est-elle devenue le nouveau Chicago ? »  
(*L'Express*, 16 mars 2012)
- « Les quartiers Nord de Marseille minés par la violence » (*La Croix*, 6 août 2012)
- « Violences à Marseille : une élue PS en appelle à l'armée » (*Elle*, 30 août 2012)
- « Marseille : les armes ont pris le pouvoir » (*La Provence*, 3 septembre 2013)
- « Le gouvernement au chevet de Marseille, rongée par les violences »  
(*Le Monde*, 6 septembre 2012)
- « A Marseille, des drones contre la drogue » (*La Tribune*, 20 septembre 2013)

Les représentations des étudiants que nous citons en introduisant ce travail ne « tombent pas du ciel » selon l'expression populaire ; elles ne procèdent pas en première instance d'une véritable connaissance de la situation criminelle à Marseille mais de l'influence des médias. De fait, nous venons de vivre ces dernières années un épisode particulièrement intense de stigmatisation de la ville de Marseille comme capitale française du crime. Si le fait est très connu au point de susciter parfois l'émotion sur la Canebière (Mucchielli, 2015), il restait à l'expliquer en détail, en commençant par en retracer la chronologie et le déroulement exacts dans les médias. C'est ce que j'avais demandé à Pamela Fréau de faire dans son mémoire de Master, à travers une analyse quantitative et qualitative de la couverture médiatique de ce thème. Pour ce faire, nous avons utilisé une base de données achetée par Aix-Marseille Université, *Factiva*, qui donne accès notamment à des bases de données d'articles de presse et de dépêches de l'AFP que l'on peut interroger par périodes et par mots-clés afin de mettre en évidence les thèmes privilégiés et leurs variations temporelles. En un mot, il s'agissait de

mettre en évidence une *mode médiatique* se dégageant des milliers de sujets traités au fil des ans, comme j'avais pu le faire il y a quelques années sur le thème des « tournantes » (Mucchielli, 2005). Pour ce faire, nous avons choisi d'analyser trois médias : un quotidien local (*La Provence*), un quotidien national (*Le Monde*) et la source principale d'alimentation de tous les médias : les dépêches de l'Agence France Presse (AFP). Sont ainsi entrés dans notre base statistique 1 735 dépêches de l'AFP, 9 492 articles de *La Provence* et 996 articles du *Monde*. Nous observerons d'abord l'évolution globale du thème dans les trois médias, puis nous entrerons dans le détail de la chronologie des dépêches de l'AFP.

### ***I. 1. Le constat général : une séquence médiatique clairement identifiable***

Le tableau 1 représente la courbe d'évolution du nombre annuel de dépêches que l'AFP a consacré au thème de la criminalité à Marseille de 2003 à 2014. On y constate que, tandis que ce nombre oscille de 60 à 90 de 2003 à 2009, il augmente très fortement à partir de fin 2010, atteint son apogée en 2012-2013, avant de s'effondrer en 2014 (de 80 dépêches sur la question sécuritaire à Marseille en août-septembre 2013, on tombe à 1 en décembre 2014).

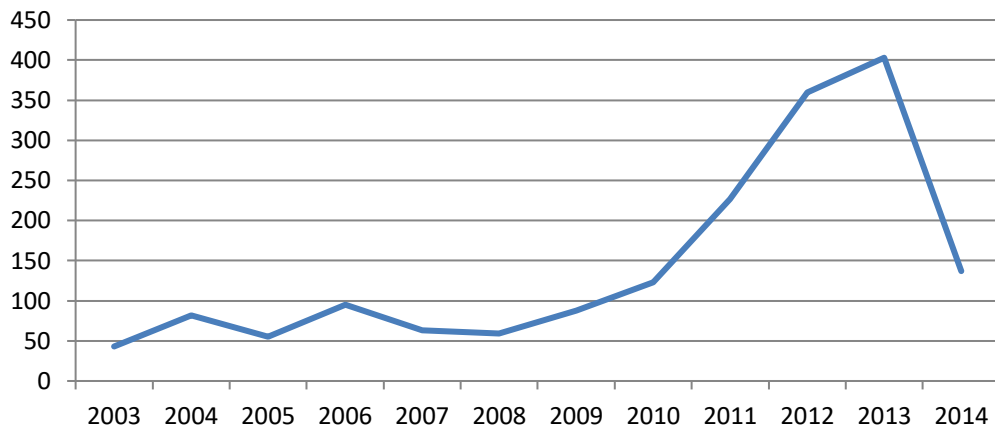
Nous sommes donc en présence d'une phase d'environ trois ans. Durant cette phase, tout ce qui a trait à la criminalité et se déroulant à Marseille va faire l'objet d'une couverture médiatique plus intense qu'à l'accoutumée. Parmi ces multiples thèmes, l'un va toutefois dominer les esprits au point de faire l'objet d'une comptabilité surveillée tant localement que nationalement : les « règlements de compte entre malfaiteurs » dans le jargon policier, les « *règlements de compte à la Kalach* » dans celui des journalistes<sup>5</sup>. Cette arme va en effet fasciner tant les adolescents des cités que les journalistes, au point de susciter les commentaires les plus fantaisistes sur la fréquence de leur usage dans les règlements de compte et sur l'importance de leur possession dans la population marseillaise<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Pour la petite histoire, le général Mikhaïl Timofeïevitch Kalachnikov, inventeur durant la Seconde guerre mondiale du fusil-mitrailleur AK-47 qui a pris son nom, est décédé en Russie en décembre 2013 de sa « belle mort », à l'âge de 94 ans.

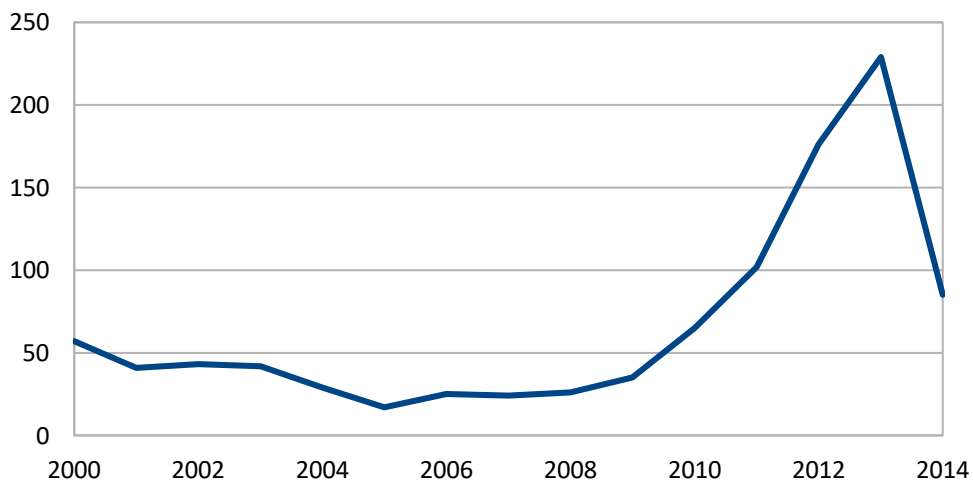
<sup>6</sup> On lira notamment à ce sujet le fort témoignage critique d'un ancien journaliste de *La Marseillaise* (Pujol, 2014, 61 et suiv.).

**Tableau 1 : évolution du nombre annuel de dépêches de l'AFP traitant de la criminalité à Marseille de 2003 à 2014**

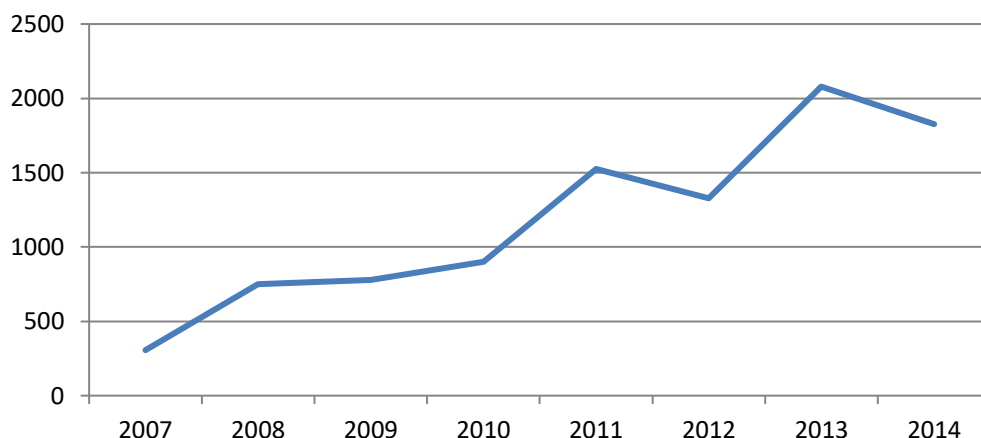


Le tableau 2 permet cette fois d'observer l'évolution du nombre annuel d'articles consacrés par le grand quotidien national *Le Monde* au thème de la criminalité à Marseille sur la période 2000-2014. L'on y observe exactement le même phénomène qu'à l'AFP avec ce pic totalement inédit des années 2010-2013.

**Tableau 2 : évolution du nombre annuel d'articles traitant de la criminalité à Marseille dans *Le Monde* de 2000 à 2014**



**Tableau 3 : évolution du nombre annuel d'articles traitant de la criminalité à Marseille dans *La Provence* de 2007 à 2014**

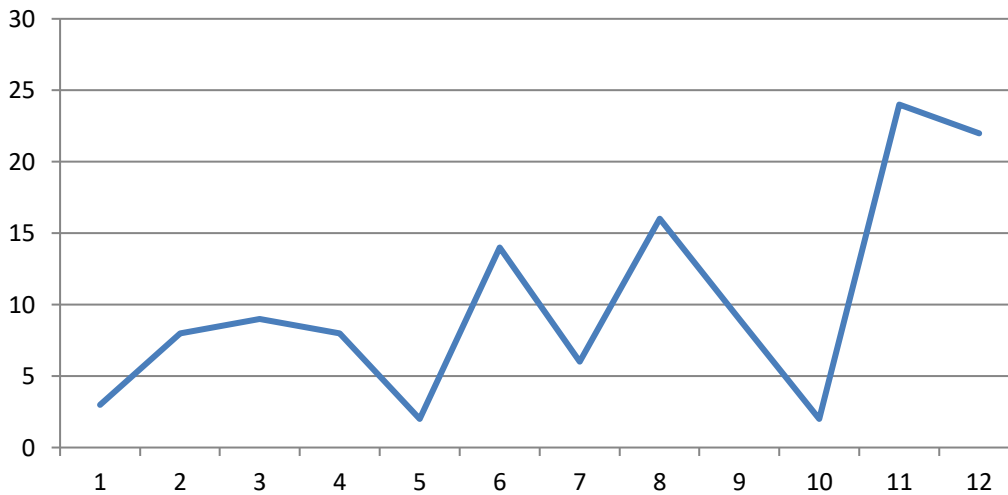


Enfin, le tableau 3 permet de visualiser le résultat du même test effectué cette fois-ci sur le quotidien régional *La Provence*, de 2007 à 2014. L'on y retrouve certes la montée en puissance des années 2010 et surtout 2011-2013, suivie d'un léger recul en 2014. Toutefois l'allure globale de la courbe est plutôt celle d'une montée générale avec deux accélérations particulièrement fortes en 2011 et 2013. Ces constats invitent donc à relativiser en partie le rôle local d'un phénomène qui est clairement avant tout national, c'est-à-dire parisien.

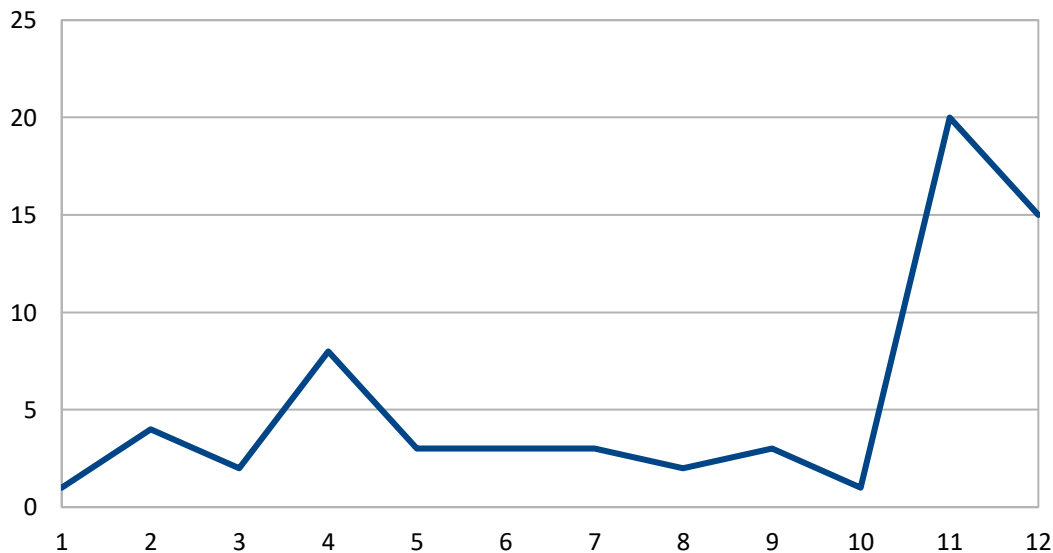
### ***1.2. La chronologie précise : le tournant de fin 2010***

Revenons à présent à notre chronologie générale et tentons de la resserrer. Il se produit donc quelque chose en 2010. En regardant à présent la répartition mois par mois, nous allons pouvoir localiser davantage le tournant.

**Tableau 4 : évolution du nombre mensuel de dépêches de l'AFP traitant de la criminalité à Marseille durant les 12 mois de l'année 2010**



**Tableau 5 : évolution du nombre mensuel d'articles du *Monde* traitant de la criminalité à Marseille durant les 12 mois de l'année 2010**



Le pic de l'année 2010 a lieu en novembre-décembre. Pour la première fois sur l'ensemble de la période étudiée (à une exception près, fin 2006, sur laquelle on reviendra), le nombre mensuel de dépêches passe la barre des 20 (tableau 4). Le phénomène est encore plus spectaculaire à l'examen des variations mensuelles dans le journal *Le Monde* : entre octobre et novembre 2010, le nombre d'articles traitant de la criminalité à Marseille est multiplié par dix, passant de 2 à 20 (tableau 5).

Que se passet-t-il donc à ce moment-là ? En étudiant un à un les titres des articles, l'on passe en revue tous les sujets et les mots-clefs habituels : violence, drogue, règlement de compte, banditisme, agressions diverses. Toutefois, une nouveauté apparaît en ces mois de novembre et décembre 2010 : l'entrée en scène du ministre de l'Intérieur de l'époque - Brice Hortefeux - qui vient à Marseille pour réunir les responsables locaux de la sécurité, afficher la mobilisation de l'État et annoncer des renforts policiers. Ce sera systématiquement le cas par la suite, y compris après le changement de majorité politique en 2012.

Dans les dépêches de l'AFP, la montée en puissance se poursuit ensuite en 2011 où les mois de mai, août et décembre comptent environ 40 dépêches chacun. Le premier pic correspond à une nouvelle descente politique nationale sur Marseille. Le ministre de l'Intérieur a changé mais pas la stratégie ni le discours : c'est désormais Claude Guéant qui vient à Marseille, annonçant au passage la nomination d'un nouveau préfet de police, Alain Gardère. Puis la politisation devient générale. En août, le Parti Socialiste entre dans le débat par le biais notamment de sa première secrétaire Martine Aubry qui vient à Marseille à son tour à la fin du mois d'août, afin de montrer que la sécurité n'est pas seulement la préoccupation du gouvernement. En décembre, le débat politique est à son paroxysme. Tous les partis politiques s'en mêlent, sur fond de nouveaux règlements de compte et d'agitation dans les rangs de la police.

En 2012, tandis que l'on se situe en dessous des 20 dépêches en moyennes sur la première partie de l'année, les courbes s'envolent à partir de l'été et jusqu'en novembre, soit très peu de temps après l'élection présidentielle. Et à l'examen des thématiques de ces dépêches, le même constat s'impose : c'est de nouveau la politisation nationale de la situation sécuritaire marseillaise qui explique l'essentiel du pic. Dès le mois de juin, le nouveau ministre de l'Intérieur - Manuel Valls - annonce à son tour des changements dans les chefs de police et des renforts policiers. En août, le nombre de dépêches explosent avec notamment la polémique déclenchée par une élue locale - Samia Ghali - réclamant le recours à l'armée pour lutter contre les trafics de drogues dans les quartiers pauvres de Marseille, suivie notamment par une passe d'armes entre le ministre de l'Intérieur et le maire de la ville (Jean-Claude Gaudin). L'augmentation des dépêches se poursuit en septembre avec cette fois-ci un événement politique plus fort encore : la tenue inédite d'un comité interministériel à Marseille, occasionnant le déplacement du Premier ministre (Jean-Marc Ayrault) et d'une dizaine de ministres et secrétaires d'État. Notons que, en octobre, le surgissement de

« l'affaire de la BAC nord » apparaît en partie comme un dégât collatéral de cet emballement politico-médiatique <sup>7</sup>.

Enfin, en 2013, le pic des dépêches de l'AFP se situe cette fois encore en août et septembre. Et son explication principale est immanquablement la même : une nouvelle réunion interministérielle a lieu à Marseille (le 20 août), occasionnant pour la seconde fois la venue du Premier ministre flanqué cette fois-ci de cinq ministres, suivie par une deuxième passe d'armes entre le ministre de l'Intérieur et le maire de la ville. Le 6 septembre 2013, l'AFP elle-même sortait une dépêche titrée : « *Marseille, capitale de la culture... et du crime* ». Nous sommes bien au cœur de notre sujet.

Notons enfin que les résultats de l'analyse des variations mensuelles sont à très peu de choses près les mêmes pour le journal *Le Monde* que pour l'AFP, confirmant la dépendance des journaux nationaux envers l'agence de presse.

### **III. Quand Paris fait la pluie et le beau temps à Marseille**

A terme de cette analyse, deux enseignements majeurs se dégagent.

Le premier est que la mode médiatique des années 2010-2013 est un phénomène avant tout national. C'est bien Paris qui donne le LA en la matière, qu'il s'agisse des dépêches de l'AFP ou des journaux de référence comme *Le Monde*. Ceci place du reste les médias locaux dans une position inconfortable, à l'image du principal quotidien régional *La Provence* qui, durant toute cette période, a alterné et s'est débattu dans la contradiction entre surenchère sécuritaire et/ou dénonciation du « *Marseille bashing* » (Mucchielli, 2015). Mais d'où procède elle-même cette mobilisation médiatique ? Pourquoi les rédacteurs en chef décident-ils à certains moments de consacrer davantage de sujets à la question criminelle marseillaise et à les placer plus haut dans la hiérarchie des sujets traités ? La mise en série statistique de la fréquence des règlements de compte dément l'hypothèse selon laquelle cette mobilisation médiatique aurait un rapport direct avec l'actualité de ces phénomènes criminels. L'année 2010 n'a pas été particulièrement plus criminelle que la précédente (17 règlements de compte enregistrés par la police judiciaire dans les Bouches-du-Rhône contre 16 en 2009) et, de manière générale, les

---

<sup>7</sup> S'appuyant notamment sur les dénonciations d'un ancien membre de cette unité, les autorités policières et judiciaires (Préfet de police, IGP, Procureur de la République de Marseille) déclenchent en octobre 2012 une vague d'arrestation et d'inculpation des policiers de la Bac nord de Marseille pour « vol en bande organisée, extorsion en bande organisée, acquisition, détention et transport non autorisé de stupéfiants ». Le ministre de l'Intérieur dissout alors tout le service, trente policiers sont suspendus, dix-sept sont mis en examen dont sept sont écroués. Au bout de deux ans d'instruction, il apparaîtra pourtant que l'essentiel de ces accusations étaient sans fondement (voir à ce sujet la série d'articles de Louise Fessard sur *Mediapart*).

règlements de compte étaient beaucoup plus nombreux dans les années 1980 que dans les années 2000 (Mucchielli, 2013, 2014). A nouveau, force est de constater qu'il n'existe pas de corrélation entre l'intensité de la couverture médiatique d'un sujet et son intensité réelle dans la société (Mucchielli, 2005). Les causes de l'emballement médiatique sont donc à rechercher ailleurs. De fait, le second enseignement majeur de cette étude ressort de l'étude de la chronologie précise du phénomène médiatique observé, croisée avec l'analyse des sujets des articles et dépêches. Ce cumul de l'analyse quantitative et qualitative montre en effet que c'est la politisation nationale de la question sécuritaire à Marseille qui a déclenché cette phase d'hypermédiatisation de la question criminelle à Marseille.

### ***III.1. Faire de la politique avec la question marseillaise***

Nous l'avons vu, le début de la séquence politico-médiatique « Marseille capitale du crime » commence en novembre 2010, très précisément le 21 novembre, lorsque le ministre de l'Intérieur vient à Marseille réunir les responsables locaux de la sécurité et annoncer des renforts policiers. Cet épisode prend place dans la stratégie de campagne présidentielle de l'équipe de Nicolas Sarkozy qui, durant l'été 2010, a décidé de réinvestir le thème de la sécurité en le liant explicitement à celui de l'immigration (Chapuis, Goosz, 2011, Haegel, 2011). Cette décision se situe dans un contexte où le parti politique qui le soutient (l'UMP) vient de perdre les élections régionales, où il est fragilisé par une série d'« affaires » impliquant des membres du gouvernement (affaire des cigares de Christian Blanc, affaire Woerth-Bettencourt, affaire du jet privé et du mas provençal d'Alain Joyaudet<sup>8</sup>), et où il fait politiquement face non seulement à la concurrence de l'extrême-droite, mais aussi à l'agitation de sa frange de droite extrême, symbolisée par la création du collectif « La droite populaire » le 14 juillet 2010, collectif rassemblant une trentaine de parlementaires.

Le premier acte de la stratégie présidentielle est le « discours de Grenoble », prononcé par le président-candidat le 30 juillet à la Préfecture de l'Isère. Le prétexte est fourni fin juillet par deux faits divers : d'abord une manifestation violente contre une brigade de gendarmerie à Saint-Aignan (Loir-et-Cher), faisant suite à la mort d'un jeune tué par un gendarme après avoir forcé un contrôle, ensuite une émeute dans le quartier de La Villeneuve à Grenoble à la suite de la mort d'un homme abattu par la police après avoir commis un braquage et ouvert le feu sur des policiers. Dans son discours, N. Sarkozy déclare : « *Les événements que Grenoble*

---

<sup>8</sup> De fait, les secrétaires d'État Blanc et Joyaudet sont contraints de démissionner le 4 juillet 2010.

vient de connaître et leur gravité imposent de notre part une réponse ferme, mais c'est peut-être une opportunité de sortir de la pensée unique sur la politique de la ville, sur la politique de l'immigration et sur la politique de la sécurité ». Il cible d'abord l'immigration en général, déclarant que « la nationalité française doit pouvoir être retirée à toute personne d'origine étrangère qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police ou d'un militaire de la gendarmerie ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique »<sup>9</sup>. Il souligne ensuite les « problèmes que posent les comportements de certains parmi les gens du voyage et les Roms » et annonce « des expulsions de tous les campements en situation irrégulière » (Mucchielli, 2011, 78-80)<sup>10</sup>.

La politisation de la sécurité à Marseille se situe ainsi dans la continuité d'une stratégie qui se poursuivra sans discontinuer jusqu'à l'élection présidentielle de mai 2012, le terrain marseillais fournissant d'incessants prétextes. Le ministre B. Hortefeux reviendra ainsi dès le mois de décembre 2010 pour « renforcer les renforts ». Son successeur Claude Guéant, également membre du cercle rapproché du président-candidat, poursuivra l'offensive, se déplaçant régulièrement à Marseille à la suite de faits divers, notamment au mois de mai puis durant le mois d'août 2011 pour annoncer la nomination d'un préfet à la sécurité, Alain Gardère, qui n'était autre que son directeur de cabinet. Se mettra alors en place une stratégie de communication médiatique importante, valorisant autant que possible les « opérations coups de poings » de la police contre les trafiquants de drogue (Pujol, 2014), enjoignant aussi les autorités policières et judiciaires à davantage communiquer à la presse sur les faits divers, notamment les règlements de compte entre malfaiteurs<sup>11</sup>. En septembre de la même année, C. Guéant nourrira la stratégie présidentielle en mettant en cause l'immigration comorienne à Marseille, responsable selon lui d'un haut niveau de violence (Mucchielli, 2012, 154-156). Enfin, nous avons vu que cette stratégie de politisation de la question sécuritaire à Marseille a finalement tellement bien réussi qu'elle s'est prolongée après l'élection présidentielle de

---

<sup>9</sup> Nous avons déjà montré que cette déclaration était purement politique, une telle situation étant *dans la réalité* quasi inconnue. A l'examen des causes de décès des policiers durant les dix années précédant cette déclaration (2000-2010), il apparaît par exemple qu'aucun cas ne relève de cette situation (Mucchielli, 2011, 81-83).

<sup>10</sup> L'amalgame est là encore flagrant. En réalité, les familles de « gens du voyage » impliquées dans l'affaire de Saint-Aignan étaient sédentarisées dans des logements « en dur » depuis deux générations, et n'avaient donc rien à voir avec les Roms arrivés récemment des pays de l'Est (I. Caro, « Gens du voyage : les amalgames du gouvernement », *lemonde.fr*, 21 juillet 2010).

<sup>11</sup> Localement, les journalistes ont clairement ressenti ce tournant dans la communication politico-institutionnelle. Cette journaliste de France 3 Provence, y travaillant depuis environ 20 ans, le dit clairement : « C'est simple, ça fait deux ans qu'on tient une comptabilité [des règlements de compte] avec le préfet de police et le procureur. Ces rouages-là sont complètement hallucinants, c'est-à-dire qu'avant, serait-ce que 15 ans en arrière, ou 10 ans, les conférences d'un procureur de la République, elles se comptaient sur une année sur les doigts de la main, parce que c'était un événement majeur. [...] Maintenant, systématiquement, à chaque règlement de compte il y a une conférence de presse du procureur » (cité par Fréau, 2015, 48).

2012, le nouveau gouvernement (dans ses compositions successives) continuant à sa manière de prolonger le statut d'exception politique de la ville de Marseille <sup>12</sup>.

### ***III.2. Renouant ainsi avec une vieille tradition politique***

Les résultats de l'analyse précédente ne sont pas réellement surprenants. Il est bien connu que la sécurité est la « valeur refuge » des discours conservateurs, le cas de Nicolas Sarkozy l'illustrant pleinement (Mayaffre, 2012).

Au demeurant, l'analyse de notre matériel empirique indique un précédent fin 2006, qui est sans doute passé inaperçu parce qu'il fut beaucoup plus bref, lors même qu'il relève de la même logique. Au cours des années 2000, l'analyse de la répartition mensuelle des dépêches de l'AFP indique en effet un pic aussi violent qu'isolé, en octobre 2006. Alors que les mois précédents n'avaient enregistré qu'une à deux dépêches mensuelles, l'AFP en rédige près de 38 pour le seul mois d'octobre. Mieux encore : sur ces 38 dépêches, 32 sont rédigées uniquement entre le 28 et le 31 octobre, soit durant 4 jours. Pourquoi ? A nouveau, ce pic n'est pas dû simplement à un enchaînement particulièrement spectaculaire de règlements de compte mais à la mobilisation politique déclenchée à l'occasion d'un fait divers qui a choqué localement : l'incendie volontaire d'un bus par deux adolescents, le 28 octobre, provoquant les très graves brûlures d'une étudiante. Tour à tour, la plupart des candidats déclarés ou pressentis à l'élection présidentielle de 2007 vont s'emparer de l'affaire, de l'extrême droite (Front national) à l'extrême gauche (Lutte Ouvrière). Le Président de la République et le Premier ministre de l'époque feront également des déclarations à ce sujet. L'événement fait ainsi l'objet d'une politisation maximale, en pleine campagne électorale. Dès lors, il est également l'objet d'une médiatisation maximale. Toutefois, en 2007, la sécurité ne faisait pas partie de la stratégie de campagne de N. Sarkozy, ce dernier privilégiait alors les thèmes du « pouvoir d'achat » et de l'« identité nationale » (Labbé, Monière, 2008). En effet, chacun avait alors toujours en mémoire la campagne présidentielle précédente - celle de 2002 - qui avait consacré la stratégie consistant à surexploiter le thème de « l'insécurité », entraînant dans son sillage des médias plus que conciliants (Terral, 2004 ; Hailon, 2011 ; Née, 2012). De

---

<sup>12</sup> En février 2015, le premier ministre (M. Valls) descendait encore une fois à Marseille, accompagné du ministre de l'Intérieur (Bernard Cazneuve) pour s'y féliciter des « résultats significatifs » obtenus dans la lutte contre la délinquance, annonçant des baisses statistiques aussi importantes que peu crédibles compte tenu de la perte de fiabilité de cette source statistique du fait tant de la « politique du chiffre » menée à l'époque de N. Sarkozy, que des changements de logiciels effectués ces dernières années par la police et la gendarmerie (cf. le *Rapport sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure*, Paris, IGA, IGPN, IGGN, IG INSEE, juin 2013).

plus, entre 2002 et 2007, N. Sarkozy avait été ministre de l'Intérieur pendant près de quatre ans. Dénoncer l'insécurité serait donc revenu à critiquer son propre bilan.

## Conclusions

Cette étude livre quelques enseignements généraux sur lesquels il est utile de revenir pour conclure ce texte.

Le premier est le suivisme qui caractérise globalement l'attitude des entreprises médiatiques à l'égard du pouvoir politique. Entendons par là que l'agenda médiatique est largement déterminé par l'agenda politique. Le cas marseillais l'a montré de façon flagrante : c'est parce que le pouvoir politique se mobilise en disant en quelque sorte « c'est une priorité », que les médias suivent en en faisant *de fait* leur priorité. Ainsi, quand un ministre vient à Marseille, il le fait savoir et il déclenche une mobilisation médiatique nationale. Quand un ministre communique sur un fait divers, alors le fait divers est traité davantage qu'à l'accoutumée. Le pouvoir politique apparaît ainsi comme scruté en permanence par les rédactions parisiennes, s'agissant par ailleurs d'un « tout petit monde » où prévaut une très forte interconnaissance et parfois des formes assez évidentes de complicité sur tous les plans (Halimi, 2005).

Les journalistes locaux le confirment et le critiquent du reste volontiers, eux qui voient débarquer des équipes parisiennes venues illustrer des sujets imposés par leurs rédactions en chef et qui le font de façon d'autant plus brutale et caricaturale qu'elles ne sont pas destinées à revenir, n'ont aucun compte local à rendre, aucun lien à entretenir, aucun réseau de contacts à entretenir (Fréau, 2015, 135-136). Peu leur importe alors l'image qui est donnée des personnes et des territoires, ni les effets de stigmatisation parfois très forts qui en découlent (Mucchielli, 2015). De là un autre enseignement, déjà bien établi (Neveu, 2013).

Le fait que la mode soit nationale, le fait que les consignes rédactionnelles soient aussi claires que stéréotypées et le fait que le temps passé « sur le terrain » soit parfois limité à quelques dizaines de minutes, renforcent en permanence un processus d'uniformisation et de standardisation du traitement des sujets par les médias, conduisant dans certains cas à de véritables caricatures. Comme dans le cas des reportages sur « la banlieue » dans les journaux télévisés étudiés par Jérôme Berthaut (2013), le traitement de Marseille est inévitablement toujours associé aux mêmes images. Ce journaliste l'exprime clairement : « *Marseille pour Paris c'est trois choses : les règlements de compte, l'OM et la mer. Ajoutez aussi l'accent et le vieux port. Quand je travaillais à France 2, souvent on faisait des sujets et ils voulaient systématiquement avoir l'avis de la vendeuse de poisson sur le vieux port, ils voulaient de*

*l'accent, de la couleur. Au bout d'un certain nombre de jours, la poissonnière, elle nous disait 'C'est pour quoi aujourd'hui ?' » (cité par Fréau, 2015, 132). Pour illustrer encore autrement son propos, le même journaliste ajoute : « Toulouse c'est l'aérospatiale, Marseille c'est Chicago, Lyon c'est la petite bourgeoisie et les restaurants, et Strasbourg c'est la choucroute. [...] voilà, pour les parisiens, Strasbourg c'est la choucroute et le marché de Noël, [...] Marseille c'est Chicago » (ibid., 150).*

Ces processus de standardisation, de caricature et de stigmatisation se trouvent considérablement renforcés par la concurrence exacerbée qui règne entre médias parisiens et dont témoignent tous les journalistes interviewés ou bien s'exprimant eux-mêmes sur leur profession (par exemple, Merlant & Chatel, 2009). Ce phénomène ancien s'est beaucoup renforcé dans les années 2000 du fait de la montée en puissance des chaînes d'information télévisées (BFM, I-Télé et/ou LCI sont en permanence projetées dans toutes les rédactions) et d'Internet, deux outils accélérant considérablement la rapidité de circulation des informations, renforçant encore la brièveté du travail et la distinction par le sensationnalisme (recherche de l'émotionnel, du spectaculaire...). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater que le nombre de faits divers ne cesse de croître depuis son retour en grâce à la télévision dans les années 1980 (Sécaïl, 2010). Une étude de l'Institut National Audiovisuel a montré récemment que ce nombre avait doublé dans les années 2000, avec désormais en moyenne 5 sujets par jour dans les journaux télévisés (INA, 2013).

En définitive, ces constats récents ne font que renforcer au fil des ans des analyses que les sociologues de la délinquance avaient déjà faites aux États-Unis dans les années 1960 et 1970. Elles consistaient à voir dans le traitement médiatique des questions de délinquance un renforcement des effets de « paniques morales » déclenchées régulièrement par les élites sur ces sujets (Cohen, 1972; Goode, Ben-Yehuda, 1994; Neveu, 1999 ; Mathieu, 2005), et à considérer les médias comme des « entrepreneurs moraux » capables de lancer ce que Becker (1963) appelait des « croisades morales ». De nombreux exemples illustrent ce rôle croissant des médias dans le traitement de « l'insécurité », ainsi que leur rôle probable dans le développement et l'entretien tant des opinions et discours sécuritaires que du sentiment d'insécurité d'une partie de la population <sup>13</sup>. La séquence marseillaise des années 2010-2013,

---

<sup>13</sup> S'ils peuvent être affectés de plusieurs manières par l'image qui est donnée de leur ville dans les médias nationaux (Mucchielli, 2015), les marseillais sont très probablement moins insécurisés que le reste de la population française (et étrangère) par cet imaginaire et cette mise en scène de la violence. L'enquête montre ainsi que, dans leur très grande majorité, les habitants de Marseille ne se sentent pas en insécurité dans leur ville (Mucchielli, Raquet, 2014).

symbolisée par les « *règlements de compte à la Kalach* », en constitue une nouvelle et forte illustration.

## **Bibliographie**

- Becker H., 1985 [1963], *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- Berthaut J., 2013, *La Banlieue du « 20 heures ». Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Paris, Agone.
- Boura O., 1998, *Marseille ou la mauvaise réputation*, Paris, Arléa.
- Chapuis J., Goosz Y., 2011, *Les Étés meurtriers. Les politiques ne prennent jamais de vacances*, Plon.
- Chatel L., Merlant P., 2009, *Médias, la faillite d'un contre-pouvoir*, Paris, Fayard.
- Cohen S., 1972, *Folk Devils and Moral Panics*, New York, MacGibbon and Kee.
- Fréau P., 2015, *Les représentations médiatiques de la criminalité à Marseille*, Mémoire de Master 2, Aix-Marseille Université, Faculté de Droit et de Science Politique.
- Goode E., Ben-Yehuda N., 1994, *Moral Panics. The social construction of deviance*, Oxford, Blackwell.
- Haegel F., 2011, « Did Sarkozy radicalize the French Right ? Ideological Changes and Political labelling », *French Politics, Culture and Society*, 29 (2), 62-77.
- Hailon F., 2011, *Idéologie par voix/e de presse*, Paris, L'Harmattan.
- Halimi S., 2005, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- INA, 2013, « Les faits divers dans les JT : toujours plus », *INA Stat*, n°30.
- Labbé D., Monière D., 2008, « Des mots pour des voix. 132 discours pour devenir président de la République française », *Revue française de science politique*, 58 (3), 433-455.
- Mathieu L., 2005, « Repères pour une sociologie des croisades morales », *Déviance et société*, 29 (1), 3-12.
- Mayaffre D., 2012, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Merle R., 1990, *Inventaire du texte provençal (1775-1840)*, Béziers, C.I.D.O.
- Montel L., 2008, *Marseille capitale du crime. Histoire croisée de l'imaginaire de Marseille et de la criminalité organisée (1820-1940)*, Thèse de l'Université Paris X-Nanterre.

- Montel L., 2014, « 'Marseille-Chicago' : naissance d'une représentation », *Faire Savoirs*, 11, 9-18.
- Mucchielli L., 2005, *Le scandale des « tournantes ». Dérives médiatiques et contre-enquête sociologique*, Paris, La Découverte.
- Mucchielli L., 2011, *L'invention de la violence*, Paris, Fayard.
- Mucchielli L., 2012, *Vous avez dit sécurité ?*, Nîmes et Paris, Champ social et Le Monde.
- Mucchielli L., 2013, *Délinquance et criminalité à Marseille : fantasmes et réalités*, Paris, Fondation Jean Jaurès, collection « Essais ».
- Mucchielli L., 2014, « La longue histoire du banditisme et des trafics de drogues à Marseille », *Faire Savoirs*, 11, 19-28.
- Mucchielli L., 2015, « 'Marseille bashing ?' Remarques sur la stigmatisation d'une ville réputée exceptionnellement violente », in Dargère C., Heas S. (dir.), *La chute des masques. De la construction à la révélation du stigmate*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 179-190.
- Mucchielli L., Raquet E., 2014, « Victimation et sentiment d'insécurité à Marseille : premiers résultats d'une enquête inédite », *Faire Savoirs*, 11, 81-93.
- Mucchielli L., Raquet E., Saladino C., Raffin V., 2014, « La Provence, terre de violence ? Les présupposés culturalistes à l'épreuve de l'analyse statistique », *Déviance et société*, 38 (2), 199-225.
- Née E., 2012, *L'insécurité en campagne électorale*, Paris, Honoré Champion.
- Neveu E., 1999, « L'approche constructiviste des 'problèmes publics'. Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de communication*, 22, 41-58.
- Neveu E., 2013, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 4ème éd.
- Pujol P., 2014, *French deconnection. Au cœur des trafics*, Paris, Robert Laffont.
- Regnard C., 2012, « Bonne et mauvaise réputation. Évolution de l'image ambivalente de Marseille, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles », in Bancaud F., Dallet-Mann V., Picker M. (dir.), *Marseille : sur les traces du mythe*, Aix/Marseille, Presses Universitaires de Provence.
- Sécaïl C., 2010, *Le crime à l'écran. Le fait divers criminel à la télévision française (1950-2010)*, Paris, INA/Nouveau Monde éditions.
- Témine E., 1999, « La légende noire de Marseille », *L'histoire*, n°230, 28-29.
- Terral J., 2004, *L'insécurité au journal télévisé. La campagne présidentielle de 2002*, Paris, L'Harmattan.